Solidaires Finances Publiques 71
SYNDICAT NATIONAL
Section de la Saône-et-Loire

Solidaires FONCTION PUBLIQUE

Janvier 2016

# Agents de la Saône et Loire, c'est maintenant ou jamais !

**Vous connaissez aujourd'hui une très forte dégradation de vos conditions de vie au travail accentuée par un fort sentiment d'abandon de la part de la Direction Générale. Si des changements structurels sont inévitables, nous ne sommes pas pour autant des pions interchangeables. Trop de contre-informations, de manque de communication, d'opacité, et un manque de prise en compte de notre malaise ! Notre mal-être grandit inexorablement, mais notre Direction 71 s'enferme dans une ignorance volontaire.**

## DISONS STOP À NOTRE DIRECTION 71 !

**Vous êtes toutes et tous concernés, de près ou de loin, jeunes actifs ou futurs retraités :**

- **Chef de poste, de service, adjoint : vous devez, avec des moyens insuffisants, maintenir votre service à flot, tenter de sauvegarder une qualité de vie au travail tout en assumant des modifications de structures. Tout ceci laissé à votre responsabilité et sans soutien. Vous avez le droit de grève, exprimez-le !**

- **Services de direction : la réforme territoriale remet en cause votre existence, vous repositione sur d'autres fonctions, vous fait migrer géographiquement…**
- **Services d'accueil : l'accueil, présenté comme une mission prioritaire, est aujourd'hui plus que menacé. Les mesures de simplifications, les plans d'adaptation de structures vous impactent directement.**
- **SIP : dématérialisation / télédéclaration / télépaiement / retenue à la source / concentration de missions / fusions de secteurs ou de SIP / multiplication des centres de contact aux compétences interdépartementales avec gestion du dossier fiscal, du contentieux et du gracieux à distance. À quand l'agent dématérialisé ?**
- **SIE : expérimentation du télétravail, fusion et concentration des SIE. Le nombre de SIE dans la Saône et Loire passera de 8 à 2. Et n'espérez pas de nouveaux bras.**
- **Trésoreries : agents transformés en « presse-bouton », organisation d'un transfert de tâches vers les collectivités pour poursuivre les suppressions**

d'emplois, horaires d'ouverture réduits, trésoreries fusionnées, recours à des sociétés privées pour recouvrer les produits locaux, concentration des activités hôpital et HLM, services facturiers du service public local fusionnant agents territoriaux et d'Etat,…

- Contrôle fiscal : dégradation des conditions de travail accentuée par un manque de reconnaissance patent, pilotage des BCR par les DIRCOFI, disparition des brigades départementales de vérification, fusion des services « contrôle sur pièce des particuliers » et des services « fiscalité immobilière », suppression de plus de 3100 emplois dans la sphère du contrôle au détriment de la justice fiscale.
- Équipes de renfort : Quelles seront les missions des EDR dans ce contexte de réorganisation et de fermeture de structures ? En plus des modifications des règles de gestion et de rémunération, nous glissons vers une polyvalence sur l'ensemble des missions dévolues à toutes les structures de la DGFIP.
- Bloc Foncier : Services de publicité foncière, enregistrement, Cadastre, Domaine, Fusion des SPF, augmentation de la charge de travail avec la départementalisation du pôle enregistrement, poids réel du travail sous-estimé, moyens déconnectés des réalités et des besoins du terrain, missions supplémentaires sans les emplois nécessaires…

Ces décisions sont prises par le Directeur Général sans se préoccuper des conditions de travail déplorables des agents, et notre Direction nous condamne à conduire les opérations de fusion en un temps limité avec des moyens appauvris.

Les plus petits services ferment à tour de rôle : Soyons conscients que la DDFIP 71 ne sera pas épargnée avec ses déjà quelques 300 emplois supprimés en 15 ans…

**Mobilisons-nous avant la liquidation totale de la DGFIP et de tout son maillage territorial. La peur n'évitant pas le danger, réagissons ! La grève n'est pas un acte neutre qui se réduit à la perte d'une journée de salaire. Elle porte nos revendications pour notre avenir et celui de la Saône et Loire. C'est l'un de nos derniers moyens d'exprimer en force notre colère,**

# le 26 janvier,
# toutes et tous en grève !

## RENDEZ-VOUS A CHALON SUR SAONE 15 H DEVANT LE PALAIS DE JUSTICE POUR ENSUITE ALLER EN DIRECTION DE LA PLACE DE LA REPUBLIQUE